



## Compte rendu de l'Assemblée Générale de la Commission Interméditerranéenne

3 juillet 2015 – Nauplie (Grèce)

Le Président de la Région Péloponnèse, **Petros Tatoulis**, souhaite la bienvenue aux participants et les remercie pour leur présence malgré les circonstances difficiles imposées par l'actualité. Il regrette que certains n'aient pas pu venir mais exprime la certitude que cette Assemblée sera l'occasion d'évoquer les questions essentielles qui se posent aux Régions côtières européennes en termes de cohésion territoriale et de développement régional. **Petros Tatoulis** félicite également les Régions de la Commission Interméditerranéenne pour leurs travaux dont il est régulièrement informé, par exemple sur la question des Régions en transition, sur les politiques pour la jeunesse ou encore sur tout ce qui concerne les stratégies macro-régionales. Il termine sur l'importance de toutes ces politiques de développement qui permettront à la Méditerranée de trouver son équilibre dans un contexte général difficile.

**Gunn Marit Helgesen**, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de la CRPM et Conseillère régionale de Telemark Fylkeskommune (Norvège), rappelle à son tour les nombreux défis auxquels la Méditerranée est aujourd'hui confrontée et la situation particulière de la Grèce. Elle fait référence aux nombreuses thématiques de travail communes à la Commission Interméditerranéenne et à la CRPM, entre autres la campagne lancée par Michel Vauzelle « Nous sommes tous méditerranéens ! » qui s'intègre directement dans les travaux de la Task Force de la CRPM sur les migrations. Elle conclut en encourageant l'ensemble des Régions méditerranéennes à maintenir le lien positif avec les priorités clés de la CRPM afin d'assurer le succès général des activités CRPM. C'est ainsi que nous maintiendrons une action pertinente sur le long terme.

Après avoir salué l'ensemble des participants, **Georges Alexakis**, Vice-Président de la CRPM pour la Grèce et Conseiller régional de la Crète en charge des affaires européennes et internationales, précise que la voix du Péloponnèse et plus généralement des Régions méditerranéennes est bien entendue à la CRPM et auprès des Régions européennes. Il rappelle le contexte des Régions méditerranéennes en Espagne, en Italie, ou encore sur la rive sud, et bien entendu en Grèce sur le chemin du projet européen commun. **Georges Alexakis** revient sur les objectifs et les travaux de la CRPM et de la Commission Interméditerranéenne pour la défense des intérêts des différentes Régions membres. Il met l'accent sur le rôle de ces instances dans diverses politiques de l'UE, comme la politique régionale et de cohésion, la politique maritime ou encore la question des stratégies macro-régionales.

Après avoir remercié les différents intervenants, **Michel Vauzelle**, Président de la Commission Interméditerranéenne et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur déclare approuvés les conclusions de la plénière d'Umeå de Septembre 2014 (développé dans le cadre de l'Assemblée générale de la CRPM) qui ont été diffusées quelque semaine après la réunion par le Secretariat.

**Michel Vauzelle** fait un bilan de la situation géopolitique en Méditerranée et appelle à développer les échanges pour trouver des solutions aux différents défis qui se posent dans cet espace. En tant que Régions périphériques, nous avons toute légitimité pour donner notre point de vue car les populations de nos Régions sont en souffrance, et nous nous trouvons directement en position de voisinage avec des zones de conflit. La question des migrations nous concerne ainsi au premier plan, et la Commission Interméditerranéenne a engagé dans le cadre de la campagne « Nous sommes tous méditerranéens » une réflexion et une série d'actions afin de trouver une réponse globale à des problématiques qui se posent concrètement pour nos différentes communautés. Il appelle ainsi à une réflexion tant politique que technique sur ces questions et conclut sur l'idée qu'il faut éviter toutes les tentations de replis dans cette situation de crise.

## Vers une coopération régionale renforcée en Méditerranée: les enjeux de cohésion socio-économique, territoriale et maritime

### Migrations, citoyenneté, dialogue culturel et interreligieux

**Apostolos Papafotiou**, Conseiller régional de la Région Péloponnèse, présente l'expérience de sa Région et rappelle la position de transit du Péloponnèse qui se trouve au croisement de plusieurs continents en direction de différents pays européens. Il évoque également l'histoire des flux migratoires auxquels la Grèce a été confrontée au cours de son histoire, ainsi que la grande tolérance du peuple grec, même s'il évoque également le développement des tensions liées à la situation actuelle de crise, tant pour la Grèce ou que pour les différents pays dont sont issus les migrants. Face au développement de ces mouvements migratoires, **Apostolos Papafotiou** évoque ainsi la nécessité pour la Grèce d'organiser une politique migratoire et précise que, dans ce cadre, un processus administratif a déjà été mis en place pour les demandeurs d'asile. Il appelle à une politique migratoire intégrée en Europe et rappelle que, pour le moment, les Régions n'ont pas de compétences légales sur ce thème, alors qu'elles se trouvent en première ligne pour la résolution des problèmes de sécurité, de santé, etc. Il conclut par un appel à la solidarité européenne et à une plus grande coopération judiciaire entre les différents pays.

**Nicolas Brookes**, Directeur à la CRPM, fait la lecture du [discours d'Hatem Atallah](#), Directeur exécutif de la Fondation Anna Lindh qui n'a finalement pu être présent à Nafplio.

**Davide Strangis**, Secrétaire exécutif de la Commission Interméditerranéenne, transmet à son tour le [message de la Région Toscana](#).

**Stefano Rimini**, Conseiller à la Vice-Présidence de la Région Emilia Romagna, souhaite revenir sur la dimension européenne de la question migratoire. Étant donné l'urgence de la situation, il insiste sur la nécessité de fixer des réponses concrètes de la part des Régions, mais également de la part de tous les États de l'UE qui doivent faire face à leurs responsabilités. Face à l'arrivée de ces migrants, il n'existe pas d'alternative. Nous devons les accueillir mais dans la dignité et dans le respect des droits fondamentaux, ce que nous avons de plus en plus de mal à garantir. L'Emilia-Romagna est ainsi la première Région italienne à avoir créé un centre d'accueil régional, avec un système qui permet de garantir une prise en charge des migrants, avec un minimum de services sanitaires et sociaux.

**Alfonso Garrido Ávila**, délégué à l'action extérieure de la Région Andalucía, rappelle l'engagement moral que symbolise la présence des Régions de la Commission Interméditerranéenne à Nauplie. Il insiste sur le fait que les Régions sont confrontées directement à l'aspect humanitaire de la crise migratoire. L'impact local est très fort, d'autant plus fort que les mouvements migratoires sont en augmentation constante. **Alfonso Garrido Ávila** fait également référence aux mouvements migratoires antérieurs où les andalous comme les espagnols se sont eux-aussi trouvés face à la nécessité de quitter leur pays, d'où une sensibilité particulière sur la question. Il évoque ainsi la mise en place d'un plan d'éducation pour les immigrants, avec un budget spécifique et ce malgré la crise qui touche sa Région. Enfin il conclue sur l'importance de la coopération pour le développement pour la création de liens avec l'objectif unique d'intégrer les personnes.

**Mercedes Gallego**, de la Direction générale des Relations institutionnelles et de l'action extérieure de la Région de Murcia, évoque les conclusions d'un séminaire organisé par sa Région dans le cadre de la 4<sup>ème</sup> commission du Comité des Régions sur la coopération décentralisée. Elle rappelle le changement d'approche nécessaire dans la considération des migrants en termes de droits de l'homme et de participation au développement économique et social. Elle souligne également l'importance d'une collaboration plus importante de la Commission européenne avec les autorités locales et régionales, tant des pays d'accueil et que des pays d'origine, pour la mise en place des politiques de développement adéquates.

**Petros Tatoulis** se réjouit des interventions et des principes de base, comme la solidarité, qui ont été rappelés et qui s'imposent dans la gestion des crises que nous traversons aujourd'hui. Il évoque ainsi la monnaie commune qui, selon lui, ne se limite pas à des questions de politique monétaire mais fait également appel à des valeurs partagées au sens large. La crise migratoire, la question des migrants et des réfugiés imposent ainsi une véritable politique commune et appellent à une réflexion plus globale nécessaire au maintien de la démocratie en Europe. **Petros Tatoulis** demande que les pays méditerranéens de l'UE soient clairement aidés car ils sont confrontés directement aux problématiques liées à l'accueil concrets des migrants mais également à la lutte contre tous les trafics que ces mouvements de population impliquent.

**Michel Vauzelle** conclut la session en rappelant que ce sont souvent les pays les plus pauvres de l'UE qui offrent leur solidarité pour accueillir les migrants. Il confirme l'importance de la lutte contre les mafias qui profitent de ces personnes en détresse et appelle à une véritable politique unique de la part de l'Europe sur le sujet. Il fait également référence à l'importance du dialogue politique avec les pays d'origine et au rôle des médias qui ne mettent pas suffisamment en avant les actions morales et éthiques qui visent à trouver des solutions positives. **Michel Vauzelle** termine sur la question du racisme social qui se développe également en Europe et contre lequel il faut agir.

## Entrepreneuriat, économie sociale & solidaire et diaspora

**Mohamed Sadiki**, Vice-Président de la Commission Interméditerranéenne et du Conseil Régional de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer, intervient via vidéo-conférence pour introduire la session: [Allocution de Mohamed Sadiki](#)

**Rodérick Egal**, Président d'iesMed SCEL et cofondateur du processus MedESS, fait une présentation ([Présentation de Roderick Egal](#)) sur l'économie solidaire, un thème qu'il considère fondamental dans le développement économique des Régions méditerranéennes. Il rappelle le processus de Tunisie pour un engagement solidaire et insiste sur la recherche d'une économie où les personnes interviennent dans le travail et l'administration des entreprises. Avec pour objectif la création d'emplois et la mise en place de projets ayant un impact direct pour ces personnes. L'économie sociale ou l'économie des citoyens représente une manière d'aborder l'économie et de contribuer au développement général. Il rappelle que les PME ont des idées, des savoirs faire mais qu'elles manquent de moyens, et qu'elles ont également besoin d'échanges d'expériences, de mise en commun. L'iesMed est un organisme qui propose ainsi une liste d'outils et de conseils pour la création d'entreprises dans l'objectif de mettre en place un éco-système méditerranéen d'économie sociale et solidaire dans de nombreux secteurs. **Rodérick Egal** conclut en appelant les Régions à coopérer en ce sens.

**Alfonso Garrido Ávila** rappelle les liens et la proximité qui existent déjà entre l'Andalousie et le Maroc, et indique que toutes les opportunités sont à étudier pour la mise en place de ce mécanisme de collaboration.

## Emploi, formation et mobilité pour la jeunesse en Méditerranée

**Stefano Rimini**, Conseiller politique de la Région Emilia-Romagna, présente la situation de sa Région qui affiche malheureusement un taux de chômage très élevé chez les jeunes, avec par conséquent un manque de perspectives face à l'avenir pour cette partie de la population. Il s'agit là d'une caractéristique propre à toutes les Régions du sud de l'Europe, caractéristique qui n'évolue pas malgré les efforts et les initiatives, y compris européennes. De ce fait, de nombreux jeunes se trouvent dans des situations d'exclusion sociale, voire de pauvreté. Avec parfois des conséquences dramatiques qui conduisent certains d'entre eux vers la délinquance, voire vers des réseaux liés au terrorisme. L'emploi, l'éducation, la formation sont donc des questions extrêmement importantes et qui méritent la plus grande attention afin de faciliter l'inclusion sociale des jeunes. Dans ce contexte, la Région Emilia-Romagna a mis en place un système pour créer des synergies entre entreprises, universités et entités publiques afin de faciliter l'emploi des jeunes, en particulier dans les PME.

**Emmanuelle Gardan**, Directrice des programmes à l'Union pour la Méditerranée, fait une [présentation](#) via vidéo-conférence sur la situation de la jeunesse en Méditerranée. Elle rappelle que les jeunes, en particulier les moins de 25 ans, sont fortement affectés par la crise économique, avec des taux de chômage proches de 30% pour cette partie de la population. Ces chiffres s'expliquent principalement par le faible niveau de qualification de ces jeunes mais également par une inadéquation de leurs diplômes, y compris universitaires, avec les besoins du marché du travail. **Emmanuelle Gardan** évoque par ailleurs la question de la mobilité et rappelle les initiatives et projets de l'UpM en faveur de l'emploi des jeunes en Méditerranée pour favoriser leur intégration sur le marché du travail.

Un membre du conseil de la Région du Péloponnèse soulève la question du chômage des femmes sur la rive sud de la Méditerranée. Elles sont beaucoup plus touchées par le chômage que les hommes. Il indique également que le chômage des jeunes n'est pas uniquement lié à la question de la formation, mais également aux problématiques de création d'emploi. Les grandes entreprises peuvent proposer des solutions, mais c'est bien moins simple pour les PME. Il s'interroge sur l'action locale des Régions dans ce domaine.

**Apostolos Papafotiou** rappelle la situation du chômage des jeunes en Grèce, où les taux de chômage montent jusqu'à 50%. Il s'interroge sur la réelle capacité de ces projets à inverser la tendance. Il appelle à un changement fort dans la société pour tirer profit du capital public en lien avec l'économie privée et pense qu'il faut envoyer un message fort à la société pour que chacun, jeunes ou moins jeunes, devienne un pôle de croissance.

Le Vice-Président de la Région Péloponnèse pour les questions d'éducation et d'emploi, fait part de son expérience en tant que chef d'entreprise et en tant qu'homme politique. Il rappelle qu'aujourd'hui, la plupart des jeunes font des études, mais il regrette que l'on n'accorde pas suffisamment d'importance aux emplois techniques. Bien sûr, l'automatisation est responsable de cette situation, mais peut-être avons-nous également accordé trop d'importance aux titres universitaires. Selon lui, il faut revenir à une combinaison entre emploi et production, emploi et croissance pour créer des emplois réels et ouvrir plus de perspectives à notre jeunesse.

Un autre membre du conseil de la Région du Péloponnèse, rappelle que le chômage est un thème essentiel dans l'actualité de la Grèce, et ce d'autant plus quand il concerne les jeunes qui sont l'avenir de notre pays. Mais il appelle à une autre approche du problème, par exemple via la création d'un fonds qui viserait à encourager les initiatives entrepreneuriales et les PME. Il évoque ainsi un système de répartition des fonds dans des secteurs que les Régions pourraient identifier elles-mêmes comme les plus porteurs de croissance.

**Michel Vauzelle** remercie les différents intervenants et rappelle l'importance d'un maintien de l'équilibre dans la communication. Les citoyens doivent être informés, pas seulement sur des messages alarmistes ou pessimistes, mais également sur des informations positives sur des actions lancées en leur faveur et qui donnent des résultats. Il s'agit là d'un point crucial pour la démocratie.

**Alfonso Garrido Ávila** évoque le Plan Juncker et la question de la politique réelle et de la politique fiction, et s'interroge sur la meilleure formule pour les Régions.

Un membre du conseil de la Région du Péloponnèse appuie le point de vue l'Andalousie. Le plan Juncker permet de financer des projets qui répondent aux exigences bureaucratiques bruxelloises. Et il/elle se demande quelles réactions les Régions doivent-elles avoir face à cette situation.

**Anne Valat**, responsable du « [Manuel commun d'histoire méditerranéenne](#) » au sein de la Villa Méditerranée, présente le projet. Elle explique l'idée centrale du projet qui se positionne comme un complément aux contenus scolaire proposés aux élèves, par des sources très variées. Elle évoque les prochaines rencontres avec les ministres de l'éducation de nombreux pays des rives nord et sud de la Méditerranée, avec pour objectif l'intégration de ce nouveau matériel didactique dans les programmes éducatifs de ces pays.

Compte tenu des différences de points de vue dans les ministères des différents pays concernés et des positions plutôt centralisatrices de certains d'entre eux, un membre du conseil de la Région du Péloponnèse souhaite connaître l'argument principal qui permettrait de convaincre les différents interlocuteurs quant à l'utilisation de ce manuel. Elle pose également l'alternative d'une diffusion plus large de ce manuel, via des blogs par exemple afin de toucher plus largement la jeunesse.

**Apostolos Papafotiou** fait un commentaire sur la notion de temps sur les questions d'éducation et sur la question de la variété des peuples qui cohabitent sur le bassin méditerranéen : deux éléments importants à prendre en compte pour tout message, en particulier sur les questions historiques.

**Michel Vauzelle** résume ces problématiques propres aux questions d'information et indique qu'il faut insister davantage sur les points communs plutôt que sur les différences, sur la notion de solidarité méditerranéenne. Ce manuel a donc un rôle à jouer pour réunir les peuples méditerranéens.

### Stratégies macrorégionales et de bassin maritime en Méditerranée

Comme contribution au débat sur les stratégies (MR/BM) émergents en Méditerranée, dans sa [présentation](#), **Lucien Chabasson**, Président du Plan Bleu pour la Méditerranée, rappelle la variété des problématiques en Méditerranée et les bases du dialogue méditerranéen qui ont mené à l'élaboration d'une stratégie de développement durable sur cet espace. Le plan bleu est l'application pratique de cette stratégie globale. Et les objectifs seront atteints grâce à des objectifs partagés, un investissement fort des acteurs, des coopérations, de la solidarité et une gouvernance participative. Il rappelle l'ensemble des activités humaines concernées par cette stratégie, et plus particulièrement les six thèmes qui concernent la Méditerranée : la mer et le littoral, les ressources naturelles/le développement rural et l'alimentation, les villes durables, le changement climatique, l'économie verte et la gouvernance.

**Apostolos Papafotiou** fait référence au golfe de Corinthe, à sa configuration particulière, et aux changements spécifiques qui l'affectent dans le contexte du changement climatique. Le changement climatique provoque une accélération d'un ensemble de phénomènes naturels et il faut trouver urgemment une réponse à ces nouvelles configurations. Un rapport va être établi dans le but de trouver une réponse à ces problèmes sur le long terme.

**Georges Alexakis**, Vice-Président de la CRPM et Conseiller régional de la Crète en charge des affaires européennes et internationale, fait un bref rappel des stratégies déjà en place sur d'autres bassins (Danube, Baltique), sur l'Adriatique-Ionienne et des travaux réalisés, ainsi que des perspectives en Méditerranée qui seront approfondies dans des futures réunions, donné le retard accumulé sur l'ordre du jour.

**Jean-Claude Gayssot**, délégué spécial pour le soutien aux stratégies macro-régionales et de bassin maritime en Méditerranée, Premier Vice-Président de la Région Languedoc-Roussillon, intervient via vidéo-conférence. Il fait un rappel de la crise générale qui touche l'ensemble de la Méditerranée et appelle à une stratégie européenne unique avec des priorités claires et réalistes qui permettront de relever tous les défis actuels. Il insiste sur l'intérêt d'une stratégie macro-régionale dans cet espace pour trouver des solutions au plus près des citoyens et obtenir ainsi l'adhésion du plus grand nombre afin de valoriser le potentiel méditerranéen. Il demande à l'UE de se tourner vers la Méditerranée et de valider cette stratégie afin d'engager une politique intégrée sur l'espace méditerranéen.

**Davide Strangis** fait un bref rappel des principales nouvelles et des derniers et futurs travaux de la Commission Interméditerranéenne sur les stratégies émergents (perspectives pour une future stratégie maritime pour la Med Occidentale, consultations, Intergroupe SEARICA, groupes de travail, MarInA-Med, etc.).

## Approbation des messages politiques et questions internes

La [Déclaration finale](#) de Nauplie est approuvée. Les points principaux de cette Déclaration mettent l'accent sur les questions de paix, de dialogue et de développement, et sur la nécessité d'une plus forte solidarité sur la question des migrations et sur la situation actuelle de la Grèce. La déclaration se concentre également sur la révision de la Politique Européenne de Voisinage au Sud, sur l'avenir de la politique de cohésion, les affaires maritimes et les transports ou encore sur des questions liées au climat.

L'Assemblée générale de la Commission Interméditerranéenne a par ailleurs approuvé les documents suivants:

- La [déclaration conjointe sur le climat](#) avec la Commission Méditerranée de CGLU ;
- La [position sur la directive-cadre sur l'eau](#) et les Régions méditerranéennes ;
- La [position sur la politique de migration](#) et les défis relatifs à la gestion de la mobilité des personnes en Méditerranée ;
- Et la [position politique sur la révision de la Politique Européenne de Voisinage](#) (PEV), une [réponse complète et conjointe](#) de la Commission Interméditerranéenne, de la CRPM et de la Commission Balkans Mer Noire qui capitalise toutes les réflexions antérieures du réseau et qui se base sur les dernières contributions des Régions membres de la Commission Interméditerranéenne.

La Commission Interméditerranéenne a également adopté le [Document Politique Final de MarInA-Med COM&CAP](#) avec ses messages politiques sur l'approche maritime intégrée. Ce document représente le résultat d'une année de travaux accomplis en commun entre 14 projets maritimes issus du programme de coopération transnationale MED. Plusieurs membres de la Commission Interméditerranéenne se sont impliqués dans cette action qui comprenait 8 événements thématiques COM&CAP, trois conférences pour le lancement, à mi-parcours et à la fin du projet. Le document a été largement diffusé aux acteurs clé concernés et constituera la base pour un changement dans les politiques territoriaux et européens ainsi qu'une base pour les futurs projets en Méditerranée.

Enfin la Commission Interméditerranéenne de la CRPM a adopté et signé un **protocole d'entente** avec le [Centre pour l'Intégration en Méditerranée de la Banque Mondiale](#). L'accord permettra de promouvoir une gouvernance à multi niveaux, une coordination multi-acteurs en méditerranée, ainsi qu'un dialogue efficace dans plusieurs domaines tels que l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, et la création d'une communauté méditerranéenne basée sur la connaissance.

Par ailleurs, le [plan d'action 2014-2016](#) de la Commission inter méditerranéenne, discuté dans le cadre du dernier BP à Marseille, a également été ratifié. Il vise à promouvoir l'élaboration d'une stratégie macro-régionale intégrée en Méditerranée via le développement d'une Méditerranée des projets, la mobilisation des partenaires de la rive sud et l'émergence d'une citoyenneté méditerranéenne. Enfin, suite à une brève présentation par les coprésidences et le Secrétariat de la Commission Interméditerranéenne, les [plans d'action des 4 nouveaux groupes de travail](#) de la Commission Interméditerranéenne ont eux-aussi été ratifiés (Groupes de travail « Coopération territoriale et stratégies macro régionales », « Eau et énergie », « Transport et Politique Maritime Intégrée » et « Cohésion économique et sociale) avec ses 8 co-présidences.

Dans son [rapport d'activités](#), **Davide Strangis**, Secrétaire exécutif de la Commission Interméditerranéenne, a dressé un bilan des projets de la Commission Interméditerranéenne, en portant une attention particulière aux projets [MarInA-Med COM&CAP](#), « Vasco da Gama Med » et à la stratégie pour de nouveaux [projets](#) dans le cadre du prochain appel du **programme Interreg MED** en 2015 (indiquant les éventuelles initiatives prioritaires pour le réseau dans le cadre des objectifs spécifiques: 1 sur la croissance bleue ; 2.1 sur les capacités de gestions de l'énergie dans bâtiments publics ; 3.1 sur le tourisme et 3.2 sur l'environnement).. En accord avec le Bureau politique et la secrétaire général de la CRPM, la Commission Interméditerranéenne participera en tant que partenaire dans les projets stratégiques qui correspondent aux priorités politiques et techniques du réseau. Ces projets devraient normalement inclure plus d'une Région ou territoire de la Commission Interméditerranéenne et capitaliser les résultats des précédents projets CRPM. Les futures actions devraient également prévoir un rôle spécifique pour les réseaux et la gouvernance à multi niveaux, soulignant la dimension transnationale de la coopération. De plus, la Commission Interméditerranéenne de la CRPM pourrait envisager de participer à plusieurs initiatives pertinentes proposées par les Régions et les acteurs externes en tant que « partenaire associé » (sans responsabilité légale ni financière) et encourager la recherche de partenaires de ses membres pour celles-ci ainsi que pour d'autres projets intéressants qui ne compteront pas sur sa participation directe/formelle. De plus, les membres ont été invités à diffuser leurs propositions de projets au plus vite afin de lancer la recherche de partenaires par le biais des contacts du réseau.

Le Secrétaire exécutif a présenté les activités de septembre 2014 à juillet 2015. Et l'Assemblée générale a finalement approuvé **les documents financiers** de la Commission Interméditerranéenne, ainsi

que l'**adhésion** de nouvelles Régions: Molise (Italie), Laâyoune-Boujdour-Sakia El Hamra (Maroc) et Tirana (Albanie).

Concernant les Régions marocaines, il est à noter qu'une nouvelle organisation territoriale est en cours qui aura un impact sur la participation des Régions marocaines dans le réseau. Des Régions croates et tunisiennes ont également été approchées en vue d'une adhésion.

Le Secrétaire exécutif informe finalement les participants sur le [calendrier](#) et les activités de la Commission pour 2015 et au-delà. Les prochaines réunions des instances décisionnelles sont:

- **Séance plénière de la Commission Interméditerranéenne dans le cadre de la 43<sup>ème</sup> Assemblée générale de la CRPM à Florence** (Toscane-Italie), le 5 novembre 2015 (NB: l'Assemblée générale de la CRPM se tiendra du 4 au 6 novembre 2015 - Il est important de noter qu'une session spécifique sera consacrée à la question des migrations lors de cette Assemblée générale).
- **Bureau Politique de la Commission Interméditerranéenne:** le 26 novembre 2015 (après-midi) à Rabat (Rabat-Salé-Zemmour-Zaer-Maroc). Des séminaires complémentaires sur les questions de la décentralisation et la régionalisation sont en cours d'étude. Des synergies seront développées avec la Commission MED de la CGLU qui organisera à Rabat son Conseil Politique.

### **Remarque**

Malgré la situation complexe à laquelle fait face la Grèce, les dernières évolutions géopolitiques au niveau de la Méditerranée (dont les attaques terroristes en Tunisie), la période postélectorale en Italie et en Espagne (avec la consultation des gouvernements), la nouvelle organisation territoriale ainsi que la période postélectorale au Maroc, plusieurs Régions de la Commission Interméditerranéenne ont réussi à se réunir à Nauplie pour l'Assemblée Générale ou à participer par vidéoconférence. D'une part, cela a permis de poursuivre les travaux de la Commission Interméditerranéenne, évitant l'annulation d'un évènement important de l'organisation à cause de facteurs externes. Ceci, en plus de la qualité des débats enrichis par les interventions de qualité d'acteurs externes divers, est à prendre comme un élément positif et symbole de vitalité et de sûreté du réseau. D'autre part, la Présidence et tous les membres physiquement présents à Nauplie ont souligné l'importance d'assurer une plus grande participation au niveau technique et politique à l'avenir. Les membres qui n'étaient pas présents à Nauplie pour diverses raisons devraient tout particulièrement faire l'effort de venir et de participer activement lors de la séance plénière en Toscane et le Bureau politique à Rabat.